

# Le pouvoir aux travailleurs

9 Mars 2024

N° 302

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

*Pour la construction du parti de la classe ouvrière*



Désarroi et colère des populations face à la destruction des commerces, écoles et lieux d'habitations.

## Éditorial

QUI SÈME LE VENT RÉCOLTE LA TEMPÊTE !

Page 3

LOGIS – CI : LES TRAVAILLEURS  
SE PRÉPARENT À LA LUTTE

Page 4

« LES MICROBES, C'EST VOUS  
LES RICHES QUI CASSEZ NOS  
HABITATIONS, JUSTE POUR  
VOUS ENRICHIR DAVANTAGE  
! »

Page 9-10

GAZA : UN PEUPLE  
MASSACRÉ ET AFFAMÉ

Page 12

<b><u>ÉDITORIAL :</u></b>	
- QUI SÈME LE VENT RÉCOLTE LA TEMPÊTE ! .....	3
<b><u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u></b>	
- LES CHAUFFEURS DE VTC ÉTRANGLÉS PAR L'EXPLOITATION ! .....	4
- LOGIS – CI : LES TRAVAILLEURS SE PRÉPARENT À LA LUTTE.....	4 - 5
<b><u>.L E U R S O C I E T E</u></b>	
- GESCO : NOUS NE SOMMES PAS DES MENDIANTS !.....	6
- DÉGUERPISSEMENT DU QUARTIER BANCO .....	6
- DES POLITICIENS EN QUÊTE DE PUBLICITÉ .....	6
- IL EST TEMPS POUR NOUS LES TRAVAILLEURS DE RÉCLAMER DES LOGEMENTS DÉCENTS .....	7
- QUAND CES GENS NOUS PARLENT D'ÉCOLE GRATUITE ET OBLIGATOIRE !	7
- ILS SONT PRÊTS POUR LA COURSE À LA MANGEOIRE DE 2025 !	8
- « <i>LES MICROBES, C'EST VOUS LES RICHES QUI CASSEZ NOS HABITATIONS, JUSTE POUR VOUS ENRICHIR D'AVANTAGE !</i> » .....	8 - 9
- GRÂCE PRÉSIDENTIELLE POUR LES MASSACREURS ET LEURS COMMANDITAIRES UN MONUMENT, POUR LES MORTS-CADEAUX !.....	9 - 10
- UNE HISTOIRE DE CHÈVRE ET DE CHOUX !.....	10
- LES POISSONS MEURENT DANS LA LAGUNE ÉBRIÉ, À CAUSE DE L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT .....	10 - 11
<b><u>DANS LE MONDE :</u></b>	
- GAZA : UN PEUPLE MASSACRÉ ET AFFAMÉ.....	12

QUI SÈME LE VENT RÉCOLTE LA TEMPÊTE !

Le 21 février dernier, le gouverneur de la ville d'Abidjan fraîchement nommé, a décidé de s'en prendre une seconde fois à Gesco, un quartier pauvre situé à l'extrême nord de la ville pour le démolir et jeter ses habitants dehors. Ce gouverneur connu pour sa brutalité et son mépris ostentatoire des populations pauvres ne savait pas encore que cette fois-ci, il allait tomber sur un os.

Nuitamment, comme des voleurs, les bulldozers escortés par un impressionnant dispositif de forces de l'ordre ainsi que des loubards ont surpris les habitants dans leur sommeil. Les habitants n'ont même pas eu le temps de sauver leurs affaires. On leur a intimé l'ordre de sortir de leur maison et les bulldozers ont aussitôt entamé leur sale besogne en broyant sous les chenilles les maisons, sans que les gens aient pu ramasser leurs affaires.

Une école de près de deux mille élèves n'a pas été épargnée en pleine année scolaire. Des vies ont été détruites, le fruit de tant d'années d'efforts et de sacrifices réduit à l'état de gravats, des élèves jetés à la rue. Nombreux sont les habitants qui étaient en pleurs et dans le désarroi. Mais très vite, ce désarroi va céder la place à la colère et cette fois-ci elle va se manifester.

Ainsi, après avoir été pris au dépourvu dans un premier temps, les habitants ont manifesté spontanément pour empêcher la continuation de la démolition de leur quartier. Ils ont bravé les nombreux corps habillés et loubards envoyés par les autorités pour les intimider. Ils ont bloqué l'autoroute du nord à l'aide de barricades et de pneus brûlés. Face aux gaz lacrymogènes, les manifestants ont répondu par des jets de pierres. Il s'en est suivi des courses-poursuites entre corps habillés et manifestants jusqu'à tard dans la nuit. Mais cette répression n'a pu arriver à bout de la manifestation. Le lendemain, les manifestants étaient encore là, plus nombreux que la veille. Un véhicule de la mairie venu distribuer des sacs de riz au moment où les gens se faisaient jeter dehors, a été caillassé. Là encore les échauffourées ont duré toute la journée.

Voyant que la situation devenait intenable, les autorités ont dû reculer en suspendant leur opération de déguerpissement. Certes, la mobilisation des habitants a permis de stopper net, les démolitions, mais personne n'est dupe car ce n'est que le calme avant la tempête. Plus personne ne croit aux mensonges et aux paroles mielleuses des politiciens promettant de les protéger. Aujourd'hui ils savent que la mobilisation est la seule voie pour faire barrage à toute nouvelle démolition. Des petits comités de surveillance ont même été mis en place pour éviter d'être surpris de nouveau par des bulldozers dans la nuit.

Les habitants de Gesco montrent la voie à suivre.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### LOGIS – CI : LES TRAVAILLEURS SE PRÉPARENT À LA LUTTE

---

LOGIS-CI est une entreprise de transport de marchandises, elle transporte notamment les produits des entreprises comme Solibra, Ivograin et autres sociétés d'hydrocarbures.

Les employés de cette entreprise : chauffeurs, convoyeurs, mécaniciens et des commis de parcs etc., travaillent dans des conditions difficiles.

Voici le cri de cœur d'un des ouvriers : *« Il y a plusieurs années que nous dénonçons les conditions difficiles dans lesquelles nous travaillons mais la direction refuse de nous écouter. Et pourtant, cette entreprise a commencé à exercer sur le terrain, il y a une dizaine d'années avec un seul camion et elle en compte aujourd'hui plus de 250. Elle a plusieurs parcs et sites à travers le pays. Malgré cette évolution fulgurante, nos conditions de vie et de travail laissent à désirer.*

*Pour nos collègues qui travaillent sur les sites de Solibra, les salaires de misère que nous percevons, sont amputés de temps en temps sous prétexte qu'il y a eu du vol ou des bouteilles cassées.*

*Face à cette exploitation et aux mépris que nous subissons, nous*

*avons commencé à nous organiser pour pouvoir revendiquer des meilleures conditions de travail. Après avoir choisi quelques représentants, nous nous sommes syndiqués non seulement pour parler d'une seule voix mais pour nous compter. Après plusieurs réunions de mobilisation, nous sommes passés à la phase active en faisant le tour des différents sites d'Abidjan pour recueillir les préoccupations de nos collègues.*

*Parmi les revendications que nous avons recensées, il y a l'élection de délégués du personnel, une augmentation conséquente de salaire de 200.000 F par personne, la régularisation des contrats, le remboursement des salaires amputés etc. Nous avons déposé un préavis de grève pour appuyer ces revendications et nous avons donné un ultimatum de 6 jours à la direction. Si elle ne nous répond pas dans ce laps de temps, la colère qui bouillonne se transformera en lutte.*

*Quoiqu'il en soit, nous nous préparons à toute éventualité car nous savons très bien que la direction ne va céder sur quoique ce soit si elle ne se sent pas obligée, et la seule manière, c'est de faire grève. »*

---

### LES CHAUFFEURS DE VTC ÉTRANGLÉS PAR L'EXPLOITATION !

---

Les chauffeurs de VTC (Yango, Uber, etc.) ont manifesté leur colère le mardi 5 mars 2024. Ils ont protesté contre une aggravation de leur exploitation déjà intenable suite à

l'instauration d'une taxe de 4% que l'État a décidé de faire payer aux entreprises qui possèdent des plateformes de commandes en ligne. Le problème c'est que ces entreprises,

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

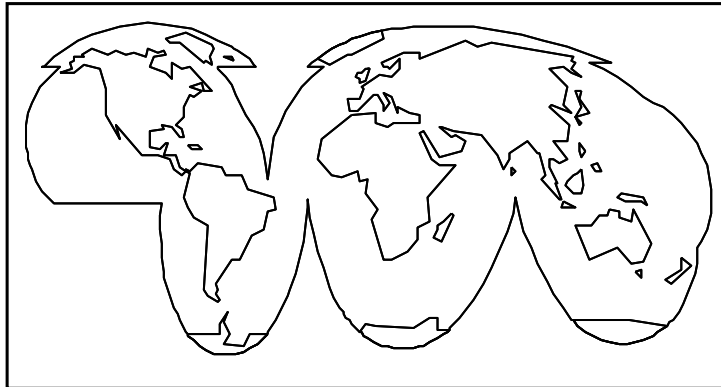
au lieu de payer ces taxes en prenant sur leurs bénéfices, veulent les prendre sur le revenu des chauffeurs. C'est la goutte de trop qui a fait déborder le vase.

Les chauffeurs n'acceptent pas que leurs employeurs prélèvent ces 4% sur leurs commissions qui sont déjà amputées de 17 à 23%. Avec de tels prélèvements, ils ne savent plus où donner de la tête. Ils ont déjà à faire face à la recette du propriétaire du véhicule, aux charges liées au carburant, aux connexions internet, aux frais d'appels, aux contraventions, etc.

Dans cette histoire, tout le monde fait son beurre sur le dos des chauffeurs : les entreprises qui s'occupent des commandes en ligne, les stations essence, le propriétaire de véhicule, et maintenant, c'est l'État qui vient d'ajouter cette nouvelle taxe.

Les chauffeurs savent que c'est seulement ensemble qu'ils peuvent efficacement répondre aux attaques de leurs employeurs. Leur éparpillement rend le travail d'organisation un peu plus difficile, mais une partie d'entre eux ont déjà réussi à déclencher une grève qui a duré un jour. C'est la seule voie pour défendre leurs intérêts face à la rapacité des exploités.

### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## L E U R S O C I E T E

### GESCO : NOUS NE SOMMES PAS DES MENDIANTS !

Suite au déguerpissement à Yopougon-Gesco, la mairie de ladite commune a envoyé des vivres composés de sacs de riz, huile, etc., pour distribuer aux victimes. La population en colère a refoulé ces dons. D'ailleurs, sans maison où vont-ils faire la cuisine ?

Gesco est un quartier ouvrier, sa

destruction est un coup fatal pour les travailleurs et leurs familles car les maisons sont, dans la plupart des cas, le fruit de toute une vie de travail et de durs labeurs. Ce n'est pas la charité intéressée de quelques politiciens ainsi que leurs paroles hypocrites qui remplaceront ce que ces familles ont perdu.

### DÉGUERPISSEMENT DU QUARTIER BANCO

En février dernier le district autonome d'Abidjan a procédé au déguerpissement au quartier Banco d'Attécoubé au niveau de la forêt du Banco. La partie située au pied de la colline est complètement rasée. L'école primaire a été épargnée, sans doute pour éviter les tapages

médiatiques. Le temps de trouver un autre bidonville ou de retourner au village, certains habitants dorment à la belle étoile ou dans l'école primaire. Pour la majorité des élèves de ce quartier, cette destruction signifie la fin des études pour cette année.

### DES POLITICIENS EN QUÊTE DE PUBLICITÉ

Suite à la résistance de la population de Yopougon-Gesco qui a stoppé net la continuation de la démolition des habitations, de nombreux politiciens et hauts dignitaires locaux en manque de publicité, sont venus à la Gesco. Aucun d'entre eux ne voulait rater la séance de photos devant le tas de ruines du quartier démolé.

Du Pdc au Ppa-Ci (Fpi version Gbagbo) en passant par les représentants du Rhdp, le parti dont le gouvernement a pourtant ordonné les démolitions, aucun n'a manqué à cette séance. On se serait cru à une foire politique. Non sans verser des larmes

de crocodile sur le sort des populations sinistrées, chacun y est allé de son couplet pour faire part de son indignation. Ils ont donné l'impression de découvrir pour la première fois une opération de déguerpissement musclée et les dégâts qu'elle cause aux milliers de personnes qui vivent dans ces quartiers.

Ce qui les préoccupe, ce n'est pas la détresse des victimes de ces opérations révoltantes, mais l'approche de l'année électorale 2025 et l'envie d'être en meilleure position que leurs concurrents. Alors, chacun fait le beau devant les caméras tout en ignorant le sort de ceux qui ont tout perdu.

# L E U R S O C I E T E

## IL EST TEMPS POUR NOUS LES TRAVAILLEURS DE RÉCLAMER DES LOGEMENTS DÉCENTS

Les récents déguerpissements à Gesco, à Boribana, au Banco, à Mossikro, et ceux annoncés qui concerneraient 176 quartiers, nous touchent directement, nous les travailleurs. Dans tous ces quartiers vivent des travailleurs et des pauvres qui ont été sauvagement jetés à la rue comme des malpropres. Leur « *crime* », c'est d'être pauvre et d'habiter dans des quartiers dits précaires.

Les riches et les politiciens à leur solde donnent le ton. En plus de nous exploiter comme des forçats dans les usines et les chantiers, de nous donner des salaires de misère qui ne peuvent pas faire tenir jusqu'au 10 du mois, de nous faire subir sans arrêt

des augmentations des prix, ils ont maintenant entrepris de nous attaquer jusque dans nos quartiers et nos maisons pour que nous devenions des errants sans domicile.

Face à toute cette flambée de violence contre la classe des travailleurs, qu'est-ce que nous allons faire ? Pleurer ? C'est nous les travailleurs qui produisons toutes les richesses de ce pays. Sans nous, aucune usine ne peut fonctionner, aucun port ne peut tourner, aucun chantier ne peut réaliser une construction. Nous avons droit au respect et à la dignité, nous avons droit à un logement décent, nous avons droit à une vie digne !

## QUAND CES GENS NOUS PARLENT D'ÉCOLE GRATUITE ET OBLIGATOIRE !

Les autorités de ce pays ne ratent aucune occasion pour crier à qui veut l'entendre que l'école est gratuite et obligatoire. À un moment donné, ils sont allés jusqu'à pondre une loi qui leur permettrait de mettre en prison des parents qui ne seraient pas en mesure de mettre leurs enfants à l'école. Tout ça ne les a pas empêché de démolir un établissement de près de 2000 élèves à Yopougon Gesco en pleine année scolaire, lors du déguerpissement. Les élèves ont été

sortis manu militari des salles de classes en plein cours et leur établissement a été détruit sous leurs yeux. L'indignation créée par cet acte du gouvernement a été grande parmi les parents et les élèves. Ils ont dénoncé le fait que le Ministère de l'Éducation nationale n'a pas daigné faire la moindre déclaration pour condamner la destruction de cet établissement scolaire alors que c'est ce même ministère qui a demandé aux parents d'y inscrire leurs enfants.

# L E U R S O C I E T E

## ILS SONT PRÊTS POUR LA COURSE À LA MANGEOIRE DE 2025 !

Bictogo, a tout fait pour que journalistes et cameramen fassent état de sa « *générosité* » lorsqu'il a monté une opération de distribution de riz à quelques victimes du déguerpissement à Gesco. Quelques jours plus tôt, il avait déjà fait le même genre d'opération publicitaire en déclarant : « *je donne mon salaire de 5 années de mon mandat (de maire de Yopougon) à Gesco* ». Cela fait combien ?

Ces gens-là pensent pouvoir tout acheter avec leur argent, pour

arriver au pouvoir. 2025 n'est pas loin et nous sommes prévenus, chacun d'entre eux viendra nous raconter ses recettes pour « *sauver le pays* » : une pincée de xénophobie par-ci, une pincée d'ethnisme par-là et certainement beaucoup de nationalisme. Avec de tels ingrédients, ils sont capables de transformer nos quartiers en champ de batailles entre pauvres, si nous nous laissons entraîner dans leurs pièges mortels.

« *LES MICROBES, C'EST VOUS LES RICHES QUI CASSEZ NOS HABITATIONS, JUSTE POUR VOUS ENRICHIR D'AVANTAGE !* »

(Parole d'une victime révoltée par le déguerpissement qu'elle a vécu)

Pour déloger les pauvres de leurs habitations et éloigner la misère le plus loin d'Abidjan, l'État a entrepris une nouvelle série de destructions massives de nombreux quartiers qui étaient jusque-là épargnés. C'est ainsi que du jour au lendemain, les quartiers Boribana à la périphérie du Plateau, celui de Banco 1 à Attécoubé et Gesco à Yopougon ont été littéralement rasés de la carte, avec l'appui massif des forces armées. Les espaces ainsi libérés permettront notamment à des promoteurs immobiliers de s'enrichir en y bâtissant des résidences et des hôtels de luxes !

D'autres quartiers sont également dans le collimateur du gouvernement mais celui-ci a été momentanément forcé d'arrêter sa sale besogne, de crainte que la colère suscitée n'entraîne une révolte généralisée des travailleurs et des pauvres.

« *L'État a détruit nos maisons, comme si c'étaient des poulaillers !* », s'était écriée une femme en colère. Et après cela, expliquait-elle, des hauts dignitaires de l'État, des hommes politiques, viennent « *distribuer des sacs de riz* », comme si nous étions « *des mendiants, des réfugiés de guerre ou des poulets* » !

Cet exemple montre que l'État est clairement-là pour défendre les intérêts des riches et des exploités, contre les travailleurs et les pauvres. En s'attaquant à eux, le gouvernement est donc pleinement dans son rôle, de même que les forces armées, la justice et l'administration. Les politiciens de tout poil peuvent alterner entre le pouvoir et l'opposition, mais cela ne change rien à leur fonction essentielle qui consiste à maintenir l'ordre capitaliste et défendre les intérêts généraux de la bourgeoisie.



# L E U R S O C I E T E

Du côté du pouvoir, Bacongo est chargé de la destruction des quartiers ; les forces de l'ordre, de frapper les pauvres qui se révoltent. Ensuite, Bictogo fait semblant de venir en aide en distribuant du riz à ceux contre qui le gouvernement qu'il soutient, fait la guerre. Pendant ce temps, du côté de l'opposition, les dirigeants (Gbagbo, Thiam et consorts), passent dans les quartiers démolis pour « voir la misère » et font semblant de verser quelques larmes sur les sinistrés, dans l'espoir caché que les gens se souviendront d'eux le jour des élections pour leur permettre de passer à leur tour à la mangeoire.

On a eu droit aussi à un message plein d'hypocrisie du sommet de l'État, quand Ouattara, craignant que la révolte des victimes des opérations de déguerpissement ne vienne troubler son train-train présidentiel et les bonnes affaires des capitalistes, a demandé à ses sous-fifres de « faire preuve de solidarité et d'humanisme dans le cadre de ces opérations ». Autrement dit : « messieurs, continuer le travail et détruisez tous ces poulaillers. Mais attention que des pauvres enragés ne viennent pas gâter nos affaires » ! Sa principale préoccupation est en effet que les « affaires » des

capitalistes et des gros bonnets qui gravitent dans et autour de l'État, ne soient pas perturbées par une éventuelle réaction collective des victimes des destructions d'habitats. Ce sont des familles ouvrières et populaires qui sont condamnées à vivre dans des endroits précaires et parfois dangereux parce que l'État est incapable de construire des logements décents avec des loyers accessibles à leurs petits revenus. Elles sont aussi victimes des salaires de misère qui sont de règle dans ce pays que le gouvernement et les médias à sa solde veulent présenter comme un endroit où il fait bon vivre.

Mais ici, les travailleurs et les familles sont traités comme des délinquants en puissance. Aux yeux des capitalistes, ils ne sont rien d'autres qu'une masse de main-d'œuvre, des esclaves salariés, du travail desquels ces exploiters s'enrichissent sous les ailes protectrices du gouvernement.

Cela sera ainsi tant que les travailleurs ne mettront pas fin à ce système qui ne profite qu'à une minorité de parasites pendant que la grande majorité qui produit les richesses s'enfonce dans la misère et est condamnée à habiter dans la boue et dans l'insalubrité.

## GRÂCE PRÉSIDENTIELLE POUR LES MASSACREURS ET LEURS COMMANDITAIRES. UN MONUMENT, POUR LES MORTS-CADEAUX !

Durant plus d'une quinzaine d'année, jusqu'en 2010, les haines xénophobes et ethnistes ont été propagées par les dirigeants qui se

disputent le pouvoir. Ce sont ces propagateurs de haine et leurs milices armées qui ont provoqué et commis des massacres, des exactions en tout

## L E U R       S O C I E T E

genre, faisant plusieurs milliers de morts et de blessés parmi les populations pauvres.

Les années ont passé mais les familles qui ont vécu ces violences n'ont pas oublié leurs morts. Qu'importe, le pouvoir en place vient de décider une « *grâce présidentielle* » pour 51 « *personnalités politiques et militaires* » du camp adverse, dont certaines ont commis ce genre d'atrocités. Autrement dit, après s'être autoamnéstié, le gouvernement efface tout ! Circulez, il n'y a plus rien à voir !

Gbagbo a érigé en son temps, le « *monument des martyrs* » à Williamsville, en face du quartier des 220 logements. C'est aujourd'hui un dépotoir public. À son tour, Ouattara veut aussi ériger son « *monument aux morts* » avec, dit-on, un « *obus* » comme symbole. Peut-être que c'est celui-là qui a permis de décapiter la tête de plusieurs femmes à Abobo, tiré alors par l'armée de Gbagbo ?

Oh, les dirigeants politiques à l'origine de ces massacres, de toutes ces souffrances, avaient déjà scellé la

« *paix* » et la « *réconciliation nationale* » entre eux, il y a de cela déjà quelques années. Ils s'étaient donnés des accolades, s'étaient embrassés devant les caméras de la télévision et avaient sabré le champagne. Depuis lors, certains d'entre eux ou leurs sous-fifres, ont même eu le temps de changer de chapelle politique ou d'alliance, pour aller brouter l'herbe là où elle est plus verte. Et voilà aujourd'hui, ils font un pas de plus vers une amnistie générale pour effacer mutuellement leurs crimes.

La prochaine redistribution des postes, c'est pour 2025, où les cartes seront rebattues. Verra-t-on alors de nouveaux massacres et d'exactions pour permettre à ces laquais de la bourgeoisie de conserver le pouvoir ou de le prendre ? Pas nécessairement. Mais les travailleurs et les pauvres qui leur ont fait confiance devront cette fois-ci réfléchir par deux fois avant de se laisser à nouveau abuser ... comme le dit si bien la chanson bien connue : « *Premier Gaou, ...* ».

### UNE HISTOIRE DE CHÈVRE ET DE CHOUX !

Koné Katinan, le « *président du Conseil stratégique et politique* » du Ppa-CI, le nouveau parti de Gbagbo, a déclaré lors de sa tournée dans un meeting le 3 mars à Korhogo : « *L'objectif de la politique, c'est de*

*concilier les intérêts des riches et des pauvres* ».

Eh oui ! C'est comme ça que s'exprime un laquais au service de la bourgeoisie, pour perpétuer l'exploitation capitaliste !

### LES POISSONS MEURENT DANS LA LAGUNE ÉBRIÉ, À CAUSE DE L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Le 5 mars, des vidéos montrant des milliers de poissons morts flottant

sur un bras de la lagune du côté d'ancien Koumassi ont fait le tour des

# L E U R S O C I E T E

réseaux sociaux. Cela a entraîné un ballet de plusieurs services étatiques sur les lieux.

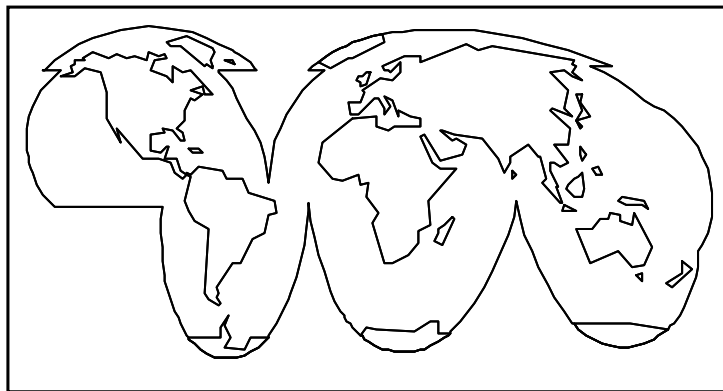
D'après le CIAPOL (Centre ivoirien anti-pollution), « *c'est un phénomène qui a lieu chaque année lors des premières pluies, après une longue saison sèche. Les eaux usées industrielles et des ménages sont déversés dans la lagune par les industries et les foyers vivant en bordure de lagune. Cette grosse vague d'eau usée déversée dans la lagune étouffe les poissons qui manquent d'oxygène. Les usines, quant à elles, n'ont pas de bassins de traitement d'eaux usées. Elles déversent donc les eaux ainsi usées dans des canalisations qui conduisent*

*directement dans la lagune, sans traitement préalable* ».

Bien que le problème soit connu depuis longtemps, rien n'est fait pour y faire face ou en atténuer les effets. En attendant la lagune Ébrié est devenue un énorme dépotoir et les poissons que les petites gens mangent sont contaminés par toute cette pollution.

Les services soi-disant « *compétents* » de l'État se contentent de faire les constats d'usage et de rassembler les poissons morts pour les enterrer. Les beaux discours sur la biodiversité, la préservation de la nature et autres, c'est seulement bon pour les livres, amphithéâtres et les salles climatisées des conférences internationales.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

*Nous reprenons ci-dessous un article du journal de nos camarades de Lutte Ouvrière en France, dans sa parution N°1901 datée du 07 mars.*

## GAZA : UN PEUPLE MASSACRÉ ET AFFAMÉ

**Jeudi 29 février, l'armée israélienne a ouvert le feu sur des Palestiniens qui se ruaient sur des camions d'aide humanitaire dans le nord de Gaza, faisant plus de 110 morts.**

Depuis le début de l'offensive israélienne, la population de la bande de Gaza manque d'électricité, d'eau, de nourriture, de médicaments, et la famine s'aggrave. Une quinzaine d'enfants sont morts de malnutrition et de déshydratation en quelques jours. Le gouvernement israélien bloque plus de mille conteneurs d'aide humanitaire dans le port d'Ashdod. Il accuse l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, de complicité avec le Hamas, et multiplie les obstacles pour empêcher ses distributions d'aide alimentaire, qui auraient diminué de moitié en février.

Rien d'étonnant alors à ce que, à l'approche de ce convoi, des milliers de personnes aient cherché à s'emparer de ce qu'elles pouvaient. Les soldats israéliens ont réagi en tirant sur la foule affamée, et ont prétendu s'être sentis menacés. Ce massacre est aussi révélateur de l'état d'esprit de plus en plus répandu au sein des troupes israéliennes. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent des soldats se mettant en scène en train de commettre des exactions à l'égard de Palestiniens. Comme toutes les guerres coloniales, celle-ci transforme de nombreux soldats en tortionnaires, banalisant la violence et le mépris à l'égard des Palestiniens. C'est ainsi que cette guerre alimente la progression des idées d'extrême droite au sein de la population israélienne.

À l'inverse, après plus de cinq mois de guerre, une partie des Israéliens expriment leur hostilité à Netanyahu en manifestant quasiment

chaque semaine pour réclamer le départ du Premier ministre et la tenue d'élections anticipées, les prochaines ne devant avoir lieu qu'en 2026. Une partie de ces manifestants n'hésitent plus à se déclarer ouvertement opposés à la guerre. Samedi 2 mars, plusieurs milliers de personnes ont à nouveau défilé à Tel Aviv, certains brandissant des pancartes où figurait le slogan : « *Seule la paix pourra amener la sécurité.* »

Une partie de l'opinion israélienne se sent peut-être encouragée à se déclarer en faveur de négociations du fait de l'évolution du discours des dirigeants des États-Unis. Dimanche 3 mars, la vice-présidente américaine, Kamala Harris, a demandé un « *cessez-le-feu immédiat pour au moins les six prochaines semaines, ce qui est actuellement sur la table des négociations* ». Elle faisait ainsi allusion à la rencontre organisée le même jour en Égypte entre des représentants du Hamas, du Qatar et des États-Unis pour parvenir à une trêve. Celle-ci pourrait commencer le 10 mars, début du Ramadan, mais rien n'est moins sûr.

Les États-Unis font pression sur leur allié Israël pour qu'il accepte cette trêve, car ils souhaitent éviter que le conflit s'étende à toute la région. Mais ils ne veulent pas la lui imposer, et ils continuent à soutenir son effort de guerre en livrant armes et munitions. Ils laissent ainsi se perpétuer un massacre de masse dont ils sont en fait les complices et dont le terme ne cesse de s'éloigner.

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.